

# *Malaise dans la Business School*

## **L'Ecole de Commerce comme scène inconsciente et troublée du libéralisme profond**

La thèse principale de cet article se décompose en trois affirmations en partie indépendantes les unes des autres, qui sont les suivantes :

1) Notre époque se caractérise par l'omniprésence d'un libéralisme dont on perçoit bien les effets, tant ils sont évidents et généralisés, mais qui s'affiche pourtant rarement au grand jour en tant que programme idéologique explicite.

2) Ce décalage entre les causes (en partie masquées) et les effets (manifestes) génère un malaise difficile à définir, donc à résoudre.

3) L'école de commerce constitue l'une des scènes les plus caractéristiques de la modernité en action, en particulier du point de vue économique, et peut à ce titre faire l'objet d'une analyse fine du phénomène précité.

Avant d'en arriver à l'analyse d'un possible *malaise dans la business school*, il convient donc d'examiner préalablement en détail de quoi le libéralisme se compose, quelles en sont les racines et les formes, et comment il a pu évoluer dans le temps jusqu'à devenir compatible avec la modernité telle qu'on la connaît aujourd'hui, au point de presque se confondre avec elle.

### ***Tableau théorique : Le libéralisme envers et contre tout, retour à la principale opposition structurante de l'opinion politique***

#### **Volatilité du libéralisme**

Si le libéralisme constitue une idéologie difficile à saisir et donc à critiquer, c'est avant tout parce qu'il ne se pense pas, en général, comme telle. La raison de fond en est que deux notions qui lui sont centrales, celles d'ouverture et de liberté, s'accommodent mal, par définition, d'une interprétation normative (comment borner la liberté ? comment circonscrire l'ouverture ?) ; si bien que s'il existe une histoire, un corpus théorique, et quelques personnages clés de la pensée libérale, cet assemblage ne produit finalement qu'un ensemble de concepts complexe, aux contours fluctuants, ramifiés en de nombreuses branches dont aucune ne domine. De surcroît, sa tonalité bien plus instrumentale (« comment faire ? Laissez faire ! ») que morale ou ontologique (« que faire ? ») n'aide pas à saisir son objet central. Il y a également un problème de filiation ou d'attribution : Adam Smith est un père fondateur clairement désigné, mais éloigné dans le temps et dans la pertinence opératoire. Friedrich Hayek ou Karl Popper sont plus récents, mais moins connus et plus divers. Quel contraste avec le marxisme, doctrine nettement plus structurée et documentée, donc d'une certaine manière intellectuellement plus opérante, malgré son échec historique généralisé !

La donne politique qui s'est mise en place en France depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle n'aide pas à clarifier la situation. L'émergence progressive d'une gauche d'inspiration marxiste, dont l'influence a atteint son apogée au milieu du XX<sup>ème</sup> siècle, a en effet contribué à brouiller les cartes pendant plus d'un siècle.

#### **Retour sur les renversements d'alliance politique en France depuis la révolution de 1789**

Au moment de la Révolution française, les libéraux étaient encore assez faciles à identifier: inspirés par la philosophie des Lumières, partisans de nombreuses réformes économiques et sociales habillées de la commode notion de *progrès*, sociologiquement regroupés autour de la classe des bourgeois actifs (industriels, commerçants), ils s'opposaient à l'ordre ancien de la monarchie et à une vision fixiste du monde fondée sur la suprématie du droit divin. Cette opposition des libéraux progressistes (Bleus) et des royalistes conservateurs (Blancs) prenait de surcroît appui sur une opposition de posture théologique structurante (scepticisme contre dogmatisme), qui a pu jouer un rôle central à un moment qui a aussi été celui du début de la sécularisation de la société Française.

Le prolétariat (Rouges), identifié comme une composante essentielle du combat politique d'un point de vue marxiste, n'a pour sa part commencé à tenir un rôle autonome qu'à partir de la révolution industrielle. C'est finalement vers la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle que d'un jeu à deux parties (Bleus contre Blancs), on est passé à un jeu à trois parties (Bleus, Blancs et Rouges). Une telle structure triangulaire, peu compatible avec une représentation à une seule dimension (de la gauche à la droite de l'hémicycle), a introduit une confusion qui a duré plus de cent ans (en gros de l'affaire Dreyfus au « coming out » libéral de François Hollande).

Pour faire court, et comme l'a bien montré Jean-Claude Michéa dans ses derniers ouvrages, on peut dire qu'à l'origine (la Révolution française), les Rouges et les Bleus (qui correspondent aux « Laboratores » dans la classification tripartite de Georges Dumézil, et qui malgré leur hétérogénéité sociale ont été regroupés sous le label commun de « Tiers état » dans l'histoire officielle) se sont alliés contre les Blancs. Le rôle des Rouges à d'ailleurs davantage consisté à servir de caution morale que de force politique d'appoint, les prolétaires d'alors, principalement des paysans issus de provinces où l'on parlait encore le patois, n'ayant qu'un poids politique limité, et n'étant par ailleurs nullement imprégnés de l'idéal des Lumières, ne serait-ce que par absence d'éducation philosophique et civique (seuls les curés de campagne pouvant à la rigueur se prévaloir d'un quelconque contrôle idéologique du peuple).

Toute la révolution industrielle a été l'occasion d'un lent glissement, d'un changement d'alliance progressif, que la grande histoire a masqué derrière le caractère pittoresque et romantique des campagnes Napoléoniennes, des guerres, des émeutes et des multiples changements de régime. Les Bleus, après avoir progressivement acquis davantage de pouvoir (détention des moyens de production, embourgeoisement) sont devenus plus rétifs aux changements, et se sont rapprochés des Blancs, qui incarnaient un conservatisme plus essentialiste. Les Rouges, représentant pour leur part une fraction de la population de plus en plus importante (en vertu de l'industrialisation du pays) et de plus en plus autonome (en bonne partie du fait de la généralisation l'école républicaine et de son agent principal, l'instituteur laïc), se sont progressivement opposés, non plus aux Blancs, en voie de disparition (les royalistes devenant de plus en plus rares au fur et à mesure que le souvenir de la monarchie s'estompait), mais aux Bleus dont les intérêts leur étaient de plus en plus frontalement contraires (opposition capital-travail structurante en régime économique industriel). L'émergence d'une conscience politique nouvelle, portée par des idéologies révolutionnaires (anarchisme, communisme) et de brillants porte-parole leur servant de caution intellectuelle et morale (Emile Zola, Jean Jaurès) acheva la recomposition du paysage politique au début du XX<sup>ème</sup> siècle.

### **De la gauche à la droite, premier mouvement des libéraux (XIX<sup>ème</sup> siècle)**

D'une manière générale, si l'on veut replacer les forces politiques sur un axe structurant unique Gauche-Droite, la représentation la plus pertinente est sans doute celle qui se fonde sur la très générale opposition entre mouvement et conservation. Il s'agit en effet d'une opposition tellement structurante qu'on la trouve à l'œuvre dans plusieurs mythologies, à commencer par la Trimurti hindoue, au sein de laquelle Vichnou symbolise la préservation et Shiva le changement.

Or, si l'on associe dans une telle représentation, et sans jugement de valeur, la gauche au mouvement (qu'elle nommerait elle-même progrès, et que ses adversaires pourraient taxer quant à eux de décadence) et la droite à la conservation (qu'elle nommerait elle-même tradition, et que ses adversaires taxeraient de passéisme ou de

ringardise), on doit constater que les libéraux sont en réalité passés, tout au long du XIX<sup>ème</sup> siècle de la gauche à la droite. Partisans de changements importants au moment de la Révolution française, au sein d'une société dont l'organisation des pouvoirs ne leur était pas favorable, ils ont modéré leur volonté de changement en même temps qu'ils accumulaient les avantages. Le patrimoine économique tenant bientôt lieu de charge de noblesse matérielle, l'héritage se substituant à la transmission dynastique, et l'accès à la position de notable prenant le rôle d'une sorte d'anoblissement séculier, les bourgeois de la Belle Epoque sont devenus les nouveaux *privilegiés* du système, et en tant que tels de plus en plus réticents à remettre celui-ci en cause.

### **Dissolution idéologique par absence d'objet, second mouvement des libéraux (XX<sup>ème</sup> siècle)**

Cependant, et pour compliquer un peu les choses, les libéraux n'ont pas nécessairement abandonné la *rhétorique* du changement (peut-être parce que le changement est une caractéristique naturelle de la société ouverte dont ils se sont réclamés d'Adam Smith à Hayek, peut-être pour brouiller les pistes et égarer leurs adversaires politiques, plus sûrement par confusion idéologique). Seulement, celui-ci s'est progressivement logé dans les seules mesures qui les avantageaient eux, et qui affaiblissaient le camp adverse du prolétariat : les réformes dites « économiques ».

Ces réformes économiques n'avaient que peu de contenu dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, puisqu'alors le taux de prélèvements obligatoires était limité, la finance peu réglementée, et l'entrepreneuriat assez libre. Cependant, pour des raisons multiples tenant à l'histoire (guerre de 1939-45 se soldant par l'avènement de De Gaulle et du programme du CNR), la géopolitique (influence de l'URSS sur le Parti Communiste Français), la démographie (baby boom de 1945), l'évolution technique (émergence de la société de consommation et des mass media), et l'économie (croissance des Trente Glorieuses largement soutenue par l'impératif de reconstruction et l'équipement des ménages), la société Française des années 1950 à 1970 a évolué vers un régime d'économie mixte assez abouti, au sein duquel l'Etat a pris un rôle central, par le moyen de la redistribution économique directe (taux de prélèvements obligatoires en forte hausse) mais aussi du contrôle et de la planification (émergence des normes, multiplication des codes et des lois, pouvoir des grands corps d'Etat, de l'Ecole Polytechnique ou de l'ENA).

Cette montée en puissance du rôle de l'Etat a fini par porter préjudice aux intérêts des libéraux, qui, une fois passé l'épisode de la reconstruction dont presque tous les acteurs du monde économique sont sortis gagnants, se sont trouvés limités dans leur capacité à entreprendre et à échanger librement. Si bien qu'après plusieurs générations de silence relatif, les libéraux ont pu progressivement, à partir des années 1970, puis plus nettement dans les années 1980 et 1990, renouer avec un discours réformateur plus influent, et tenter de reprendre aux Marxistes la position du mouvement, renvoyant d'autant plus aisément ceux-ci à leur *archaïsme* que l'effondrement de l'épopée communiste, symbolisé par la chute du mur de Berlin et la mutation à marche forcée de la Chine, était une réalité historique attestable. Un tel discours n'a cependant pas toujours été tenu de manière très claire (ou « décomplexée », comme il faudrait dire aujourd'hui). L'un des premiers à s'afficher libéral en toute ingénuité (Alain Madelin) a d'ailleurs payé sa franchise au prix fort, sur le plan politique. Il était surtout en avance. Dans les années 1980, un discours pro-libéral pouvait à la rigueur être tenu dans le milieu des affaires, soutenu par l'argument d'autorité économique, mais sans jamais se dévoiler tout à fait comme programme idéologique. La pointe avancée du libéralisme, sa version extrême, le libertarisme, n'a d'ailleurs jamais fait recette en France, alors qu'il a pu jouir d'une certaine aura intellectuelle aux Etats-Unis ou en Angleterre.

### **Inhibition face à la supériorité morale des représentants du *peuple de gauche* (fin du XX<sup>ème</sup> siècle)**

En France, la pensée marxiste, massivement introduite par les trotskistes dans l'Education Nationale et diffusée dans les médias dominants jusqu'aux années 1970 a en effet longtemps conservé en prestige symbolique l'importance qu'elle avait perdue dans le combat politique réel ; et elle a permis à tous ceux qui se définissaient par leur appartenance au « peuple de gauche » (même longtemps après qu'ils eurent abandonné Marx), de se prévaloir en toute matière d'une sorte de privilège moral essentialisé (ce qui produisit dans l'ordre l'avènement

du kitsch politique de gauche selon la définition qu'en donne Kundera, de la Gauche Divine espagnole, de la bienpensance médiatique, de l'Empire du Bien caricaturé par Philippe Muray ou de l'angélisme tel que l'a défini Comte-Sponville). A tel point qu'il était mieux considéré, y compris au sein des classes dominantes et malgré la justesse de la critique amorcée dès les années 1970 par Gérard Lauzier (d'une certaine manière précurseur de Michel Houellebecq en matière de ridiculisation des cadres d'entreprise), de se réclamer d'un Olivier Besancenot ou d'un Jean-Luc Mélenchon (malgré leur insignifiance électorale et l'incohérence de leurs propositions politiques contradictoirement protectionnistes et internationalistes), plutôt que d'un Edouard Fillias (inconnu du grand public alors qu'il se définit comme porteur de la proposition politique libérale la plus franche) ou même d'un Frédéric Bastiat (qui en serait l'inspirateur théorique).

### **De la gauche populaire et sociale à la gauche médiatique et sociétale**

La question des intérêts du peuple (et même de la simple *existence* d'un peuple, dont la définition anthropologique suppose presque toujours qu'il soit enraciné dans un territoire, une culture, ou au moins un mythe) perturbe encore l'affaire. La gauche a en effet depuis l'origine pris le parti du peuple ; ou plus exactement, elle a utilisé la cause du peuple comme instrument de sa justification morale (notion de progrès social, mythe fondateur du Parti Socialiste). Pendant presque tout le XX<sup>ème</sup> siècle, cet argument commode a pu être en congruence avec la sociologie de son électorat (classes populaires, employés de bureau, enseignants, professions intermédiaires). Dès les années 1980, les choses ont commencé à changer. On a pu noter en particulier l'émergence d'une gauche caviar aux prétentions culturo-mondaines (Jack Lang, Pierre Bergé), la substitution de revendications sociétales (apologie du métissage, mariage homosexuel) aux revendications économiques (protectionnisme économique, préservation de la Sécurité Sociale), et le glissement sociologique de l'électorat socialiste vers les classes aisées (apparition des bobos, élection d'un maire socialiste à Paris au moment où le Front national devenait le premier parti ouvrier de France). Tout cela a fini par aboutir à un schéma politique à front renversé au sein duquel la gauche républicaine a fini par prétendre vouloir défendre le peuple contre lui-même (réduction du populaire au populisme, construction et dénonciation du contre-modèle du *beauf*, élitisme culturo-mondain omniprésent dans les médias, de Telerama à Canal Plus), tout en s'appuyant presque exclusivement sur une classe politique hors-sol, coupée des réalités, et fabriquée à la chaîne dans des écoles du conformisme bourgeois (Sciences Po, HEC) dont les politiques affichées d'ouverture sociale contiennent en germe le même poison que celui autrefois distillé par SOS-Racisme : prétendant lutter contre l'exclusion, elles renforcent en définitive la conscience des différences en sacrifiant de manière hypocrite le principe de mérite au principe de discrimination positive. Seul un clientélisme électoral communautaire de plus en plus artificiel (défense des intérêts des minorités) entretenu par les relais post-trotskistes (éducation nationale, action culturelle subventionnée, intermittents du spectacle) a permis d'accréditer jusqu'en 2012 (élection de François Hollande grâce à une pénétration de l'ordre de 85% dans l'électorat musulman) l'idée que le Parti Socialiste présentait pour les classes défavorisées une promesse crédible d'amélioration des conditions de vie.

### **Inversion idéologique du Parti Socialiste et changement d'alliance**

Le point d'inversion a sans doute été atteint lorsqu'un parti socialiste incohérent (à la fois au sens où la sociologie de ses élites était devenue opposée à celle de son électorat supposé, et où son contenu idéologique réel n'avait plus rien à voir avec son mythe fondateur) s'est trouvé porté au pouvoir par un concours de circonstances indépendant de sa propre crédibilité politique (élection par défaut de François Hollande grâce à la concomitance du rejet de Nicolas Sarkozy et d'un nombre record de suffrages blancs ou nuls). Sous l'influence idéologique du *Think Tank* Terra Nova, il a alors été décidé de remplacer la notion de défense du peuple par celle de défense des minorités, seule voie de sortie envisageable du fait que le peuple enraciné (ce qu'il restait de la « France profonde » ou de la « France d'en bas ») lui avait de toute manière échappé, et qu'il ne pouvait proposer aucune mesure concrète lui permettant de regagner ses faveurs.

## Résurgence du libéralisme par la gauche

Après son élection, cela a encore pris près de deux ans à François Hollande, tombé au plus bas dans les sondages, et perdu pour perdu de toute manière pour toute la pensée d'obédience post-marxiste, pour faire son « coming-out » et se déclarer enfin libéral (sous l'étiquette euphémisée de « social-démocrate » ou, encore de « blairiste »). Il est cocasse de remarquer que Cohn-Bendit lui-même, plus rusé ou plus vieillissant, avait parcouru le même chemin quelques années auparavant, admettant implicitement, en même temps qu'il se reconnaissait enfin libéral, sa duplicité idéologique, pour ne pas dire son imposture politique, depuis ses années « Dany le rouge ».

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si certaines des figures les plus en vue du parti socialiste français (François Hollande, mais aussi Dominique Strauss-Kahn, Pascal Lamy, ou Olivier Ferrand (fondateur de Terra Nova) sont diplômés non seulement de Sciences Po et de l'ENA (à l'exception de DSK), ce qui constitue la voie classique d'après-guerre vers la haute fonction publique, mais aussi tous les quatre d'HEC.

On assiste donc à l'émergence à gauche (au sens de l'arrivée à la surface) du libéralisme en tant que philosophie politique pourtant presque jamais nommée, largement restée jusqu'à présent en germe, comme en gestation, mais dont l'enfouissement n'a finalement jamais nui à l'influence réelle (à la manière dont l'Etat profond américain, le *Deep State*, a pu influencer le cours de l'histoire moderne des USA indépendamment des représentants politiques officiellement chargés de l'exercice du pouvoir).

Pour comprendre la possibilité de cette émergence, il faut en revenir à la source et se souvenir avec Jean-Claude Michéa que le libéralisme est depuis son origine une pensée double, louant la liberté en matière de mœurs comme en matière économique, et d'une certaine manière aussi une pensée de la liberté de l'individu contre la société. En cela, il n'a pu s'établir à droite que par le jeu des circonstances particulières au XXème siècle, comme opposition à l'influence considérable d'une pensée marxiste qui avait envahi la gauche de l'échiquier politique. Il faut donc constater, derrière le mensonge du discours faussement populaire tenu par la gauche depuis 1968, la convergence du courant libéral et du courant libertaire dans la figure du « lili » (libéral-libertaire, ancêtre du « bobo ») déjà très bien entrevue par Michel Cloucard dès 1972.

Dans le même temps, la contestation anti-libérale autrefois enracinée à gauche de la gauche (PCF, mouvements trotskistes) a fini par resurgir à droite à l'occasion de l'opération de recentrage du FN entreprise par Marine Le Pen sous l'influence idéologique d'Alain Soral (marxiste de formation) et de Florian Philippot (chevènementiste d'origine), faisant oublier le « moment libéral » des années 1980 ayant vu Jean-Marie Le Pen, longtemps imprégné par le poujadisme, tenter de s'inspirer de l'exemple de Ronald Reagan.

## Représentation spatiale de l'espace politique

Compte tenu de l'ubiquité, ou au moins de la mobilité, d'une pensée libérale pourtant longtemps considérée comme honteuse, il devient indispensable de se doter d'une seconde dimension pour représenter l'échiquier politique français et ses évolutions. C'est ce que propose le diagramme de Nolan (figure 1), que de nombreux autres libéraux (ou plus souvent même de nombreux libertariens, comme Nolan l'était lui-même) ont ensuite cherché à améliorer.

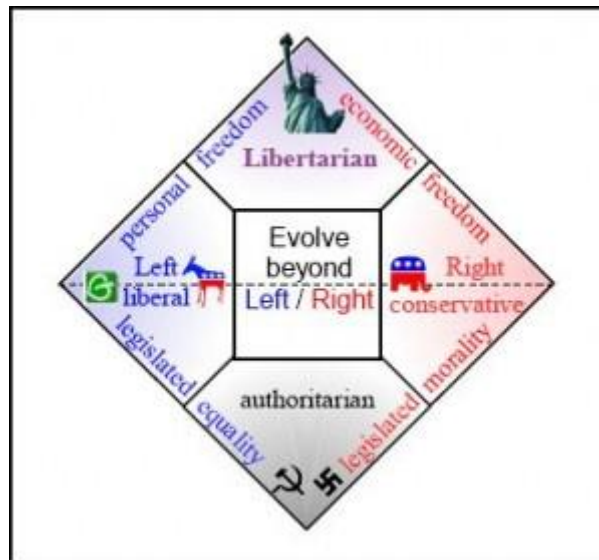


Figure 1 – Diagramme de Nolan

Il est certain qu'ajouter une dimension à la simple et réductrice opposition gauche-droite constitue déjà un progrès. Toutefois, il paraît clair que la réalité, si tant est même qu'on puisse la réduire à une métrique, admet encore d'autres dimensions, et que c'est plutôt à un cube ou un hypercube qu'il faudrait recourir pour tenter de la représenter. On peut cependant admettre qu'il existe sans doute des « plans de coupe » plus ou moins pertinents compte tenu de la facette de la réalité politique qu'on souhaite étudier (l'unique plan de coupe optimal pouvant pour sa part faire l'objet d'une approche statistique au moyen de l'analyse en composantes principales).

L'une des difficultés principales rencontrées avec le diagramme de Nolan est celui de la notion de liberté. Il est tentant de considérer la liberté comme une métrique (on parle bien de *degrés* de liberté, même si dans l'acceptation mathématique d'origine ceux-ci sont discrets et n'ont pas du tout le même sens) et de dissocier les libertés économiques des libertés individuelles (ou de mœurs, ou sociétales). Dans la pratique cependant, cette dissociation n'a rien d'évident. On voit mal comment on pourrait, par exemple, imaginer une société entièrement bloquée sur le plan économique et pourtant libérée sur le plan des mœurs; les tentatives historiques d'économie dirigée (URSS, Albanie, Corée du Nord) ne sont pas des modèles de tolérance sociétale ! La confusion est ici entretenue par les partis de gauche français (des militants d'Act-up portant un T-shirt du Che aux manifestations du NPA contre l'homophobie), mais l'analyse historique sérieuse ne souffre aucun doute : les totalitarismes d'inspiration marxiste, de Mao à Pol Pot, ont été parmi les régimes les moins progressistes (autrement dit les plus figés) qui soient.

Ce constat amène à réexaminer sérieusement la notion de « liberté », et plus précisément les relations entre cette notion et celles, voisines, d'ordre ou de changement.

En première approche, on pourrait dire que la liberté s'oppose à l'ordre et se confond avec le changement, ou au moins avec la *possibilité* du changement. On parlera par exemple de « degrés de liberté » en mécanique pour définir la possibilité qu'a un solide de se mouvoir dans l'espace. Cependant, la possibilité du changement ne se traduit pas nécessairement en changement effectif. Il s'agit là d'un problème politique central, identifié de très longue date et bien expliqué par la métaphore de la liberté du renard dans le poulailler. Si la liberté de tous (les poules et le renard) se traduit systématiquement par la domination du renard sur les poules, à quoi sert aux poules d'être libres ? Peut-on encore souhaiter la liberté dans leur cas et surtout, peut-on même l'imaginer sans contradiction ? L'émergence d'un Etat doté des prérogatives régaliennes minimales (monopole de la violence légitime), qui peut en réalité *augmenter* la liberté de ses sujets après qu'ils leur aient pourtant aliéné une partie de leur pouvoir (ce qui peut se démontrer mathématiquement sous certaines hypothèses au moyen de la théorie des jeux), montre à quel point cette question de la liberté est une question dialectique, difficile à isoler des conditions contingentes de sa manifestation.

Une traduction particulière de cette difficulté est la suivante : comment situer, en termes de dosage liberté/changement, la proposition marxiste de dictature du prolétariat ? Cette phase historique est supposée correspondre à une révolution nécessaire pour atteindre l'état idéal du communisme. La révolution correspond en principe à un changement maximum en un minimum de temps, mais on a pu voir dans les faits que cette rhétorique de la révolution n'a rapidement plus eu grand-chose à voir avec la réalité. De 1950 à 1980, les USA ont davantage évolué que la Russie soviétique, qui s'est figée sur un modèle social et économique inspiré de l'industrie lourde et d'une production planifiée de moins en moins en phase avec les besoins de la population, si bien qu'une analyse politique objective devrait conduire à la situer à l'extrême-droite, au même titre que les totalitarismes fascistes, quel que soit le discours qui ait pu lui servir de justification.

D'une manière analogue, quelle peut être la crédibilité de mouvements d'extrême-gauche comme le NPA ou le parti de gauche qui appellent à la fois à la redistribution des richesses et à l'ouverture des frontières, tant que n'existe pas de structure internationale centrale capable d'assurer cette redistribution ? Dans un tel cas de figure, le discours révolutionnaire, pour exalté qu'il soit, n'apporte aucun changement réel. De 1974 à 2007, pendant cinq élections présidentielles successives, Arlette Laguiller s'est immobilisée dans un personnage et un vocabulaire intemporels et déconnectés de toute réalité (« Travailleuses, travailleurs ! ») pendant que les éléments du changement social et culturel réel étaient mis en place en toute discrétion par les libéraux (hypermarchés, chaînes de télévision privées) ou par le simple changement technologique (internet, vols low cost, émergence du tourisme masse).

De surcroît, l'idéal communiste marxiste est celui d'une *révolution permanente* et d'une société *sans classe*. On peut faire l'analogie avec la composition d'un gaz homogène animé d'un mouvement brownien contenu dans un récipient hermétique : s'agit-il d'une image d'ordre parfait (ce que suggère la notion d'homogénéité) ou de désordre parfait (ce que suggèrent les mouvements aléatoires des particules, et la mesure de l'entropie) ?

Si on tente de réunir en un seul axe les deux libertés déliées dans le diagramme de Nolan, il faudra alors prendre soin de distinguer d'un côté les idéologies/personnages proposant/acceptant un changement réel (en gros les réformistes même discrets) et de l'autre à la fois les conservateurs assumés (traditionalistes) et les faux-révolutionnaires dont la rhétorique bruyante de changement permanent masque la stérilité effective.

Concernant le choix d'un deuxième axe, plusieurs pistes sont envisageables : par exemple un axe matériel-spirituel, permettant en particulier de bien rendre compte des options métaphysiques et religieuses sous-jacentes aux choix politiques et sociaux ; ou un axe sérieux-plaisir, reprenant les sociostyles popularisés par Bernard Cathelat dans les années 1980/1990, et bien adapté à l'analyse des comportements de consommation en tout genre.

Aucune dimension ne dominant en particulier, nous proposons de nous résoudre au choix d'un axe composite, qu'on pourrait en première approche nommer « individuel/collectif ». Il s'agit d'indiquer, en complément du premier axe qui est celui de la quantité de changement effectif souhaitable, la nature de l'agent de ce changement, avec une gradation allant du plus solitaire (individu isolé) au plus collectif (communauté, société, classe sociale). Ce choix, qui peut paraître intrigant et contestable à première vue, s'avère à l'usage le plus à même de représenter un très large éventail de postures intellectuelles de tout type.

Voici par exemple comment un graphique construit à partir de ces deux axes permet de comprendre et de résoudre la dualité du libéralisme, et de resituer correctement les notions politiques contemporaines de droite et de gauche, à la fois dans leur origine historique (triangle Bleu-Blanc-Rouge structurant le débat politique au XIXème siècle) et par comparaison avec leur signification récente dans l'univers anglo-saxon. Le libéralisme, rattaché à la droite en France par son association avec les notions de liberté d'entreprendre et d'individualisme marchand, est en effet plutôt classé à gauche dans les pays anglo-saxons par son association avec la liberté de mœurs et son progressisme intrinsèque (figure 2).

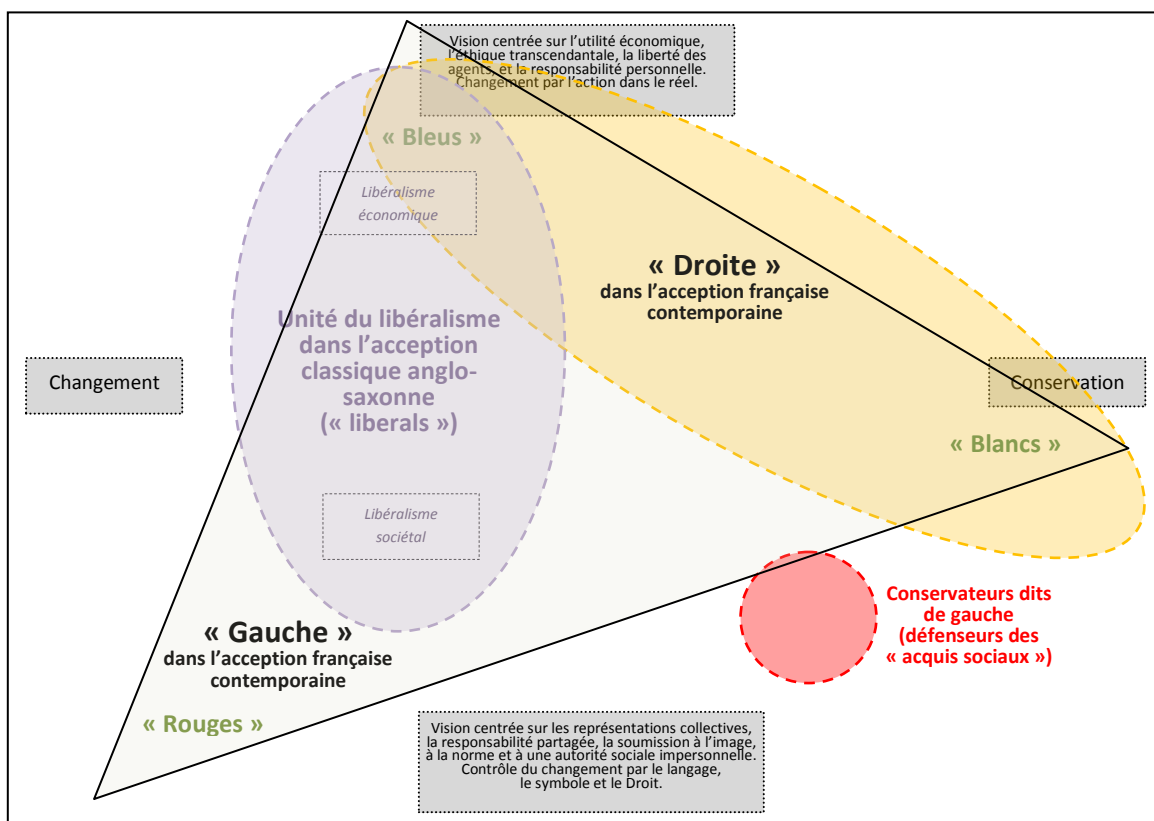


Figure 2 – L'opposition Gauche-Droite replacée dans le cadre d'une structure politique triangulaire

Cette association de la droite et du libéralisme, propre à l'histoire française, se confirme de façon amusante par le fait qu'alors même que les deux sont souvent majoritaires dans le pays dans leur version modérée (ce qui n'a rien d'étonnant au pays de Voltaire et Molière), elles semblent craindre la supériorité morale de la bienpensance de gauche à tel point que presque personne n'ose se dire « de droite » (même le Front National cherche à s'en défendre, en promettant d'attaquer en justice quiconque le qualifierait ce parti de mouvement d'extrême-droite) ou « libéral » (sans doute effrayé par l'avance d'être alors taxé « d'ultralibéralisme », souvent par des individus qu'eux-mêmes n'ont jamais songé ou pu qualifier en retour « d'ultrasocialistes »). Il est d'ailleurs coutumier de dire que quand on est de gauche, on le sait (et on n'hésitait pas à le claironner pendant des dizaines d'années, de 1970 à 2010) alors que quand on est de droite on ne le sait pas (et quand bien même on le soupçonnerait, on hésiterait à l'avouer). Voici par exemple l'extrait d'un forum de discussion au sujet des positions politiques possibles :

« Une règle mathématique, genre théorème : tous ceux qui se posent des questions sur comment être de gauche sont en général de droite. Ceux vraiment à gauche savent pourquoi ils le sont, question de lutte des classes, par exemple, question que vous passez toujours sous silence, en bon homme de droite que vous êtes. » (Citation extraite de : [http://www.marianne.net/elie-pense/Comment-etre-encore-de-gauche-aujourd-hui\\_a348.html?com&start=60#](http://www.marianne.net/elie-pense/Comment-etre-encore-de-gauche-aujourd-hui_a348.html?com&start=60#))

On peut confirmer l'existence de cette *fierté* de gauche (s'opposant à une *honte* inconsciente de droite) par le comptage des occurrences des termes « homme de gauche » (1,9 M) et « homme de droite » (0,7 M) dans les résultats de recherche Google (février 2014). Même phénomène pour les occurrences de « femme de gauche » (269000) contre « femme de droite » (92000). Dans les deux cas, le rapport de proportion est de un à trois, alors que lors des consultations électorales en France depuis une cinquantaine d'années, le rapport est en moyenne



équilibré, voire légèrement en faveur de la droite. D'où vient ce décalage entre le discours et la réalité, si ce n'est de la domination proprement symbolique de la gauche, entretenue par l'éducation et les médias ?

La notion de droite semble donc délicate à saisir. Il y aurait une certaine évidence de la gauche (« quand on est de gauche on le sait »), évidence peut-être trompeuse au demeurant. Mais concernant la droite, il n'y a aucune certitude. Ceci tient au fait qu'en France, au même titre que la notion de libéralisme (quoique pour des raisons différentes), la notion de droite est double : elle désigne à la fois la préférence du principe de conservation à celui de changement, mais aussi la confiance dans l'individu plutôt que dans le groupe. Si bien que par exemple un petit commerçant traditionnel sera vite considéré d'extrême-droite (poujadiste) ; alors qu'un manifestant pour la régularisation des sans-papiers sera classé à l'extrême-gauche. Cela n'est pas encore trop contraire au sens commun. Mais d'où viendrait qu'il faudrait considérer un catholique intégriste comme d'extrême-droite (alors qu'il nie au fond la souveraineté de l'individu au profit de la norme du groupe), ou un partisan de la légalisation des drogues dures comme d'extrême-gauche (alors qu'il campe une position typiquement libertarienne) ?

On comprend mieux l'évolution de l'offre politique (et de son commentaire) quand on replace le schéma dans son contexte historique (figures 3, 4 et 5).

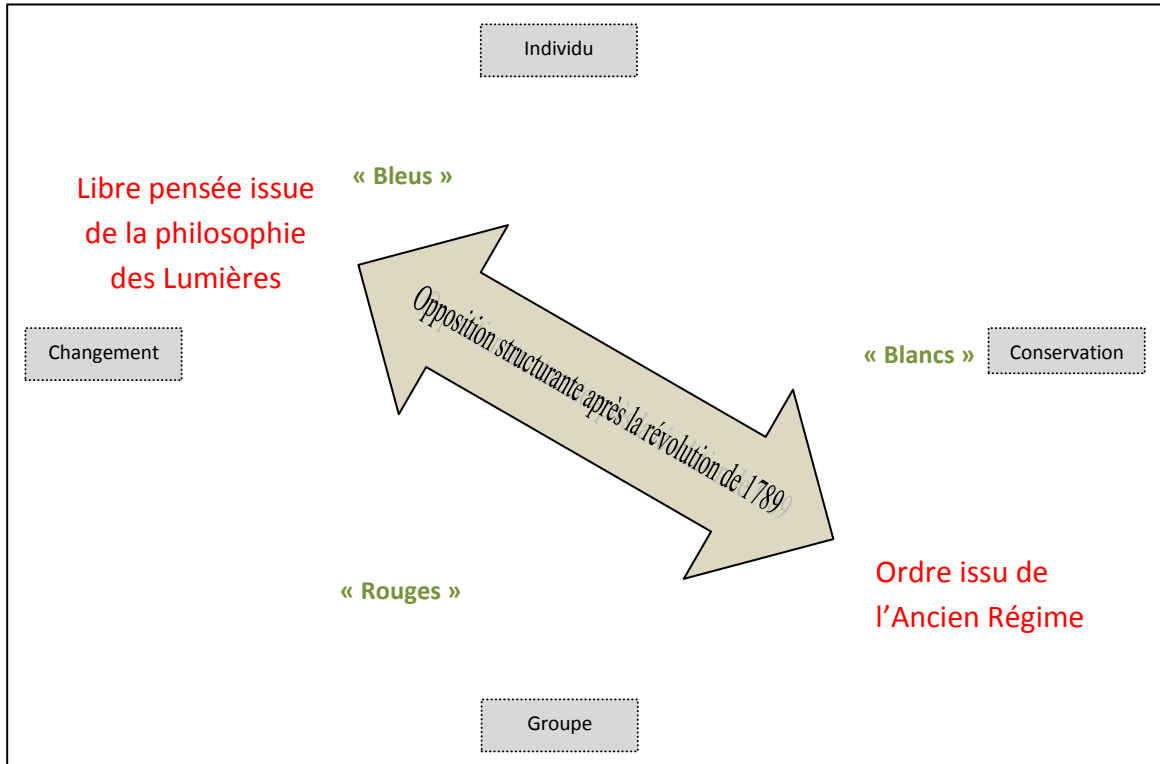


Figure 3 – L'opposition Gauche-Droite en France juste après la Révolution de 1789

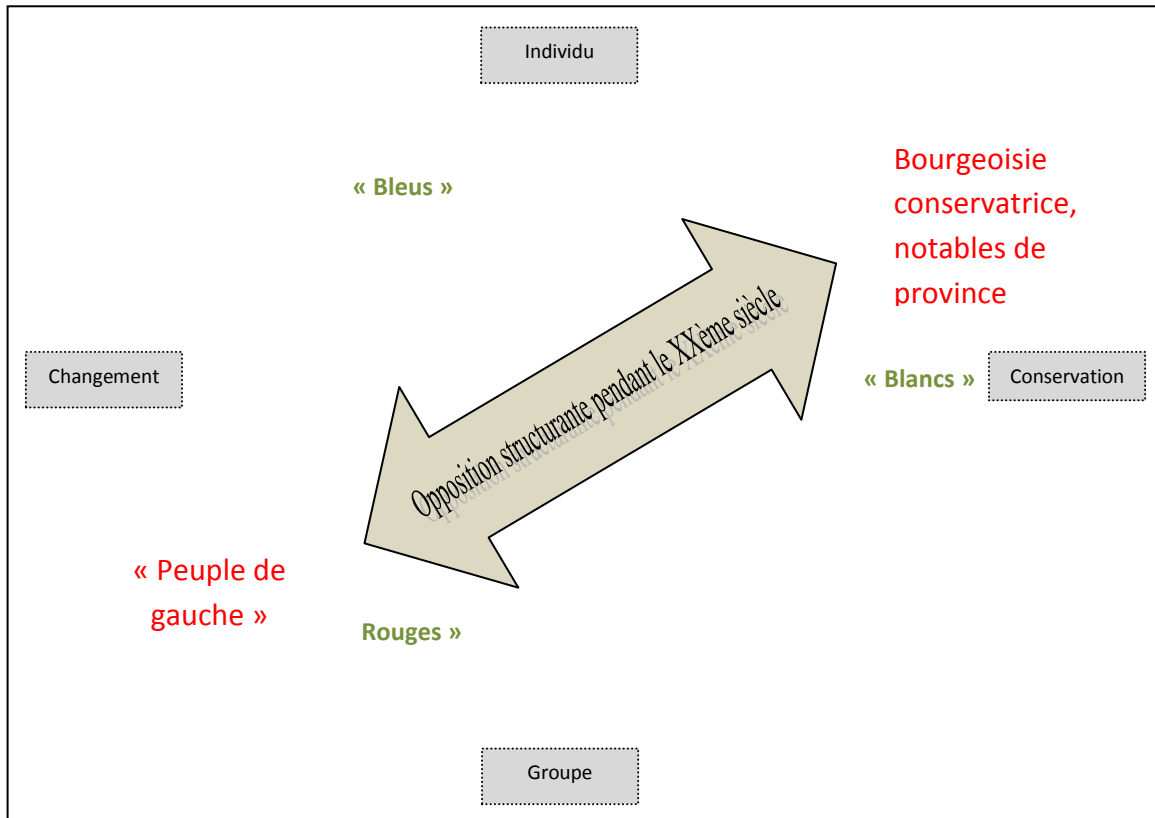


Figure 4 – L'opposition Gauche-Droite en France au milieu du XXème siècle

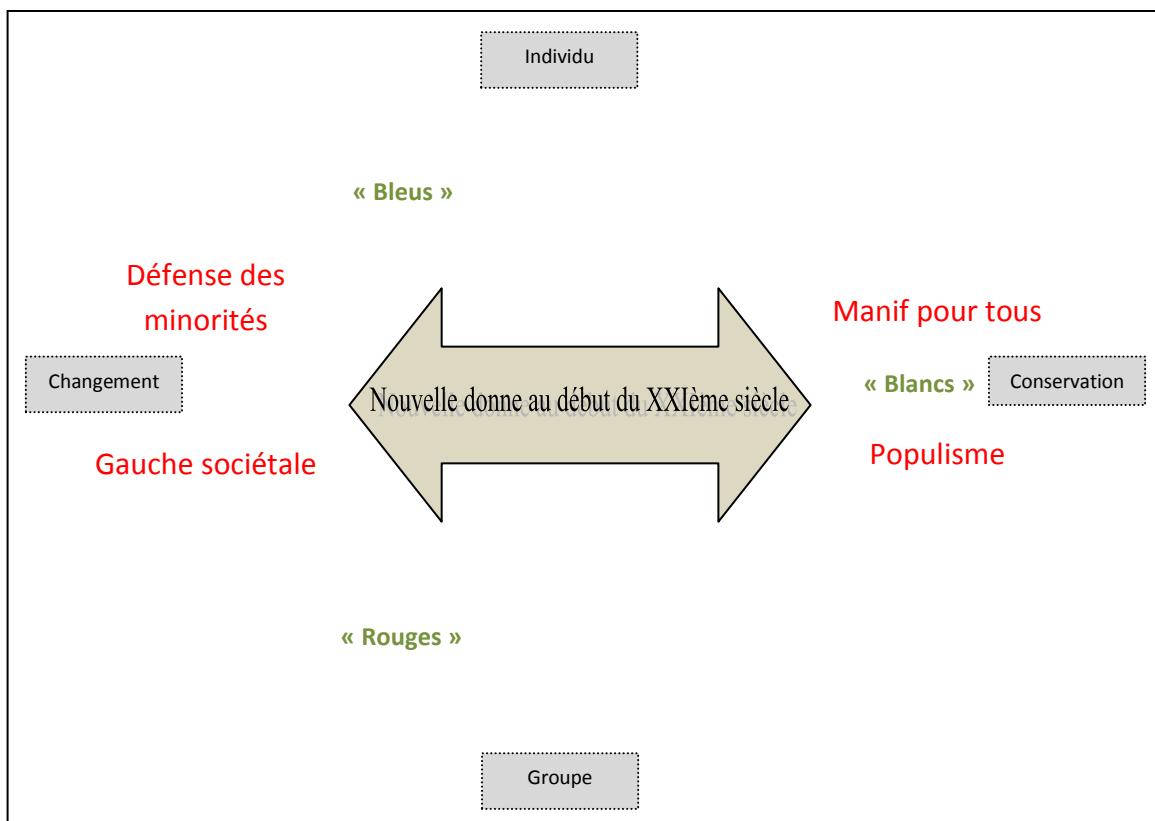


Figure 5 – L'opposition Gauche-Droite en France au début du XXIème siècle

Au-delà des oscillations historiques, on observe que l'axe structurant principal de la tension politique est bien celui qui concerne l'attitude face au changement : ouverture, adaptabilité, modernisme à gauche ; sécurité, conservatisme, respect des traditions à droite. Ces attitudes de base peuvent être combinées avec un goût plus ou moins prononcé pour l'autorité ou pour le collectif ; il n'en demeure pas moins que ce sont elles qui sont à la source de la tension la plus importante.

Rien d'étonnant à cela : l'ouverture au changement est un trait de personnalité si profond qu'on le voit déjà à l'œuvre au sein des sociétés animales. Toute portée de chiots, toute horde de zèbres comprendront en leur sein des individus plus ou moins portés vers l'extérieur (téméraires, curieux, « outgoing ») et d'autres plus prudents. Ce qui laisse supposer que le clivage gauche-droite n'est pas que de nature sociale ou expérimentielle (acquis), mais aussi en partie affaire de codage cognitif ou de sensibilité (inné).

De ce point de vue, on peut dire que la représentation habituellement en usage en France est moins pertinente que celle qui prévaut dans la plupart des autres pays, en particulier dans les pays anglo-saxons. En France en effet, le débat gauche-droite est parasité par l'histoire, et notamment la domination idéologique du marxisme et du trostkisme durant tout le XXème siècle, qui a empêché l'émergence d'une proposition conservatrice socialement admise. L'opposition américaine des Républicains et des Démocrates paraît bien plus appropriée, même si la discrétion des branches radicales de ces partis (absence d'extrêmes) et l'accord assez général sur la politique étrangère du pays brouille tout de même également un peu le débat.

### ***Le culte du changement, source de trouble cognitif diffus des aspirants officiers libéraux de l'économie-monde***

#### **L'école de commerce comme scène semi-consciente du libéralisme profond**

Si l'idéal libéral de la démocratie de marché s'est diffusé à l'ensemble de la société, il est toutefois des lieux où il se trouve plus particulièrement à sa place. Des lieux où l'idée selon laquelle le progrès est intrinsèquement bon est implicitement admise ; où le vote majoritaire est unanimement considéré comme le moins mauvais des systèmes d'élection du pouvoir possible ; où le changement par la réforme est toujours préféré à l'hypothèse révolutionnaire ; où l'on persiste à croire que les dirigeants politiques et économiques ont des projets de développement porteurs de sens, et les moyens de la mise en place contrôlée de ces projets ; des lieux où il est supposé utile de faire preuve de pédagogie, de débattre et de s'engager, mais sans jamais remettre en question le fondement de la pédagogie, du débat et de l'engagement ; des lieux où l'humanisme issu des Lumières est si naturellement considéré comme évident qu'il ne vient plus à l'esprit de quiconque d'en examiner les prémisses, les apories ou les limites ; des lieux d'où toute forme de radicalité est tacitement bannie ; des lieux où l'on s'indigne avec Stéphane Hessel, où l'on est citoyen du monde avec Yannick Noah, et où on se définit davantage par sa préférence pour Apple sur Samsung que par sa connaissance des civilisations anciennes ou de la philosophie grecque.

Au même titre que le monde des mass media, de la culture festive, ou de la communication en général, celui de l'enseignement du management constitue l'un des hauts lieux de cette pensée unique libérale modérée qui ne dit pourtant presque jamais ouvertement son nom.

Cela n'a rien de surprenant : les étudiants des écoles de commerce et de management, sélectionnés à cet effet, sont destinés à devenir les relais actifs de l'idéologie libérale dans l'économie appliquée. Supposés connaître les *techniques* de gestion garantissant leur expertise opérationnelle, ils se caractérisent principalement par leur *adaptabilité* et leur *ouverture* (principales qualités requises des candidats à l'entretien de sélection à l'entrée de ces écoles). Cette malléabilité de tempérament rend possible la neutralité axiologique qui se trouve au cœur du dispositif libéral (le choix de valeurs de vie, réputé privé, étant laissé au supposé libre-arbitre de chacun, au même titre que le choix d'un téléviseur ou d'un type de loisir, ce choix ayant pour seule contrainte de ne pas interférer avec celui des autres, individualisme hédoniste obligeant).

L'erreur serait de croire que ces étudiants seraient d'une part pleinement conscients de la situation, d'autre part profondément investis de leur mission et de l'idéologie qu'elle véhicule. Nombreux au contraire sont ceux qui croient plus ou moins confusément pouvoir se définir comme anti-libéraux ou au moins a-libéraux parce qu'ils votent socialiste ou ont participé à la construction d'un dispensaire au Mali. Nombreux sont surtout ceux qui n'ont pas une culture politique très développée, et qui se réfèrent aux principes du pragmatisme, voire de l'utilitarisme, sans en connaître les fondements philosophiques. La plupart, en outre, se définissent par une tolérance et une ouverture réelles et ne correspondent pas du tout, de ce fait, au stéréotype de l'ultra-libéral de droite, soit le jeune loup aux dents longues ambitieux et égoïste.

Efficaces sur le plan pratique mais largement indifférents sur le plan téléologique, ces étudiants sont pourtant sans le savoir tout à fait la fine fleur du libéralisme en action, la chair à canon de l'économie concurrentielle, les principes actifs de destruction des valeurs anciennes de parcimonie, d'autonomie, de prudence et de respect des traditions.

Ainsi peut-on considérer l'école de commerce comme le lieu par excellence de la fabrique du consentement à l'idéologie non idéologique du libéralisme, comme une sorte d'agent secret politique et philosophique du matérialisme individuel qui prend peu à peu la place autrefois occupée dans le cœur des Occidentaux par l'idéalisme social inspiré des Lumières, le culte de la raison, et la persistance d'une morale d'inspiration foncièrement Kantienne.

Bien sûr, les jeunes diplômés d'écoles de commerce se trouvent en partie prolétarisés (c'est-à-dire, comme le rappelle Bernard Stiegler, rendus interchangeables et donc réduits à leur seule valeur de force de travail fongible) par leur nombre grandissant, ainsi que par la facticité de leurs compétences opérationnelles (de plus en plus délaissées au profit de « soft skills » aux contours flous qui consistent souvent en leur simple prédisposition au consentement). Cela est d'ailleurs attesté par la baisse tendancielle de leur *valeur de marché*. L'étude réalisée en 2013 par la Conférence des Grandes Ecoles est sans ambiguïté sur ce point (figure 6).

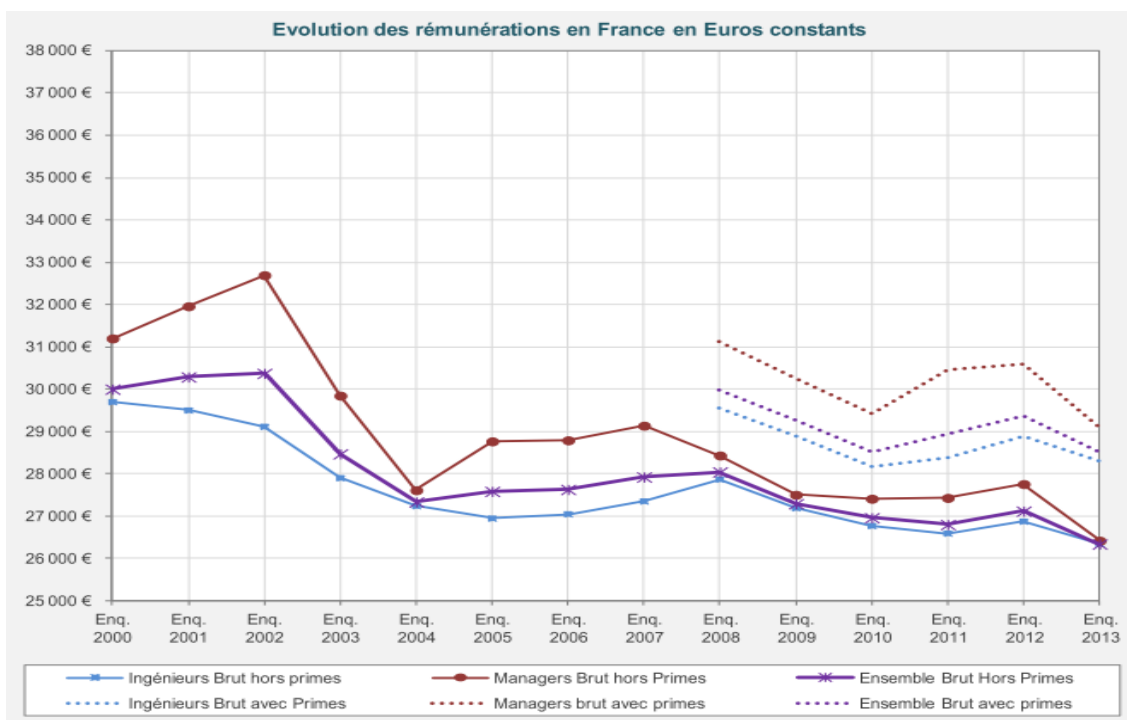


Figure 6 - Extrait de l'enquête sur l'insertion des diplômés des Grandes Ecoles 2013, Conférence des Grandes Ecoles document disponible en ligne <http://www.cge.asso.fr/document/1273/enquete-insertionj-2013.pdf>

Mais cela n'empêche pas pour autant ces étudiants de consentir (puis de collaborer activement) à un système qui, s'il les récompense de moins en moins sur le plan objectif du salaire, parvient toujours à les rétribuer symboliquement par la flatterie de leur ego en les intitulant « cadres », « managers », puis « directeurs ». Il suffirait pourtant, pour identifier le piège, de se souvenir de la fable du Corbeau et du Renard : « Tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute »...

Encore convient-il de considérer ce consentement comme largement inconscient. Il y aurait ici un parallèle intéressant à dresser avec un épisode du roman *Plateforme* de Michel Houellebecq, dans lequel l'un des personnages principaux, qui travaille pour une chaîne d'hôtels dont il tente de comprendre la baisse de fréquentation par l'analyse d'un questionnaire de satisfaction rempli par les clients, conclut :

« Je crois simplement que les gens mentent, dit Jean-Yves après avoir relu, pour la deuxième fois, le rapport de synthèse sur les questionnaires de satisfaction. Ils se déclarent satisfaits, ils cochent à chaque fois les cases "Bien", mais en réalité ils se sont emmerdés pendant toutes leurs vacances, et ils se sentent trop coupables pour l'avouer. »

Un mécanisme analogue pourrait exister dans les écoles de commerce, qui amèneraient la plupart des étudiants à se déclarer satisfaits de leur école et objectivement d'accord avec les objectifs qu'elle affiche, tout en rejetant dans leur inconscient la dimension plus profondément idéologique de leurs choix d'études, et le malaise moral que celui-ci est susceptible de créer.

On observe d'ailleurs souvent que les étudiants d'écoles de commerce, après s'être longuement interrogés sur le bien-fondé de leur choix juste avant leur intégration (par exemple sur les forums de discussion Internet comme celui de [prepa-hec.org](http://prepa-hec.org)), en deviennent ensuite les plus ardents défenseurs (sur les mêmes forums). La théorie de la dissonance cognitive explique parfaitement ce basculement. Une fois que l'engagement est pris d'accepter l'intégration dans une école donnée (donc d'associer son ego à cette *marque* particulière), il n'est plus question d'hésiter : il faut, plus ou moins consciemment, contraindre sa vision des choses de manière à réduire le trouble cognitif risquant de surgir en cas de remise en question du choix initial ; il convient alors de devenir le plus fervent partisan d'un choix dont il n'est plus possible de douter. L'ordre logique est inversé : ce n'est pas parce que les étudiants croient que leur école est bonne qu'ils ont choisi de l'intégrer ; c'est parce qu'ils ont choisi de l'intégrer qu'ils se mettent à croire qu'elle est bonne.

Et ce « qu'elle est bonne » s'étend à d'autres choix que celui de l'école de commerce, et va bientôt influencer en totalité la *Weltanschauung* des personnes concernées. Il est en effet possible d'étendre le raisonnement à la plus grande part de la société. Il nous est désormais demandé d'approuver, en tout, le changement : il faut changer la politique, rénover la participation citoyenne, inventer de nouveaux rapports à l'autre, se réconcilier avec la Nature, etc. Accueillir sous toutes ses formes la modification, le mouvement, l'impermanence... Etudions encore ce qu'en dit Houellebecq dans son texte « Le conservatisme, source de progrès » paru dans *Le Figaro* du 8/11/2003.

« Contrairement à son aîné, le nouveau progressiste n'identifie pas le progrès par son contenu intrinsèque, mais par son caractère de nouveauté. Il vit en somme dans une sorte d'épiphanie permanente, très hégélienne dans sa niaiserie, où tout ce qui apparaît est bon de par le simple fait de son apparition. Il serait ainsi tout aussi réactionnaire de s'opposer au string qu'au voile islamique, au «Lof» qu'aux prêches de Tariq Ramadan. Tout ce qui apparaît est bon.

Le nouveau réactionnaire, à l'opposé, rétif à la nouveauté par principe, apparaît comme une espèce de grincheux ; il serait exactement, si les termes avaient leurs sens, ce qu'on devrait appeler un conservateur (royaliste sous la monarchie, stalinien sous Staline, etc.). Les deux attitudes paraissent au premier abord également stupides, dans leur opposition conjointe à la position de bons sens consistant à approuver la nouveauté si elle est bonne, à la rejeter si elle est mauvaise. »

Mais d'où vient donc cette exigence, si contraire à ce que recommandaient autrefois les sages éprouvées, plus prudentes voire méfiantes face au changement ? une hypothèse serait que celle-ci n'a pas d'origine humaine. A l'ère accélérée du numérique, ce ne sont plus les idéologues ou les théoriciens qui comptent. Non, les choses évoluent d'elles-mêmes, en grande partie du fait de la facilité et du faible coût de la duplication digitale et industrielle mondialisée. Ce qui constitue la dynamique principale du monde matériel ouvert qui est aujourd'hui le nôtre, c'est tout simplement ce système des objets qui nous entourent, non pas tant dans leur dimension symbolique analysée par Baudrillard, mais plutôt dans leur quasi-vitalisme essentiel à la civilisation de la marchandise. Pour le dire plus simplement, les objets, les marchandises, les artefacts matériels et informationnels

se multiplient, mutent, envahissent tous les espaces, non pas vraiment parce que quelqu'un en particulier l'a décidé quelque part, mais tout simplement parce que cette multiplication entre en symbiose avec un système libéral dont le profit est le principal moteur. Ce ne sont plus les hommes qui commandent les objets, mais les objets qui commandent les hommes. Ce qui nous empêche de voir cette réalité, c'est que d'une part il nous est toujours possible de choisir entre un smartphone Apple et un smartphone Samsung (ce qui, par diversion, nous empêche de réaliser trop brutalement qu'il devient progressivement impossible de vivre sans smartphone du tout), et que d'autre part que c'est par le désir et non par la force que les objets s'imposent (ce qui estompe le sentiment d'aliénation derrière celui de la satisfaction narcissique). La vérité est pourtant que dans de nombreuses activités, et en particulier dans celle du travail salarié, l'humanité est en train de devenir, selon la sinistre formule de Simone Weil, « la chose de choses inanimées ». Le facteur de changement du monde n'est plus le facteur humain, mais le facteur technique. L'idéologie ne fait désormais que suivre. D'où dérive que les hommes souffrent d'un changement imposé qui leur est faussement présenté comme un changement voulu, et que l'obligation d'adhérer à ce principe de changement se transforme, ou bien en malaise, ou bien en un enthousiasme factice qui n'est que la conséquence logique de la dissonance cognitive qu'elle provoque.

### **Les formes objectives du processus de conditionnement**

Il n'est nulle part indiqué que les étudiants d'écoles de commerce doivent se définir eux-mêmes comme libéraux. Ce terme même étant de toute manière mal compris, et trompeusement associé à une sensibilité politique de droite, comme il a été expliqué plus haut, cela n'aurait pas beaucoup de sens de toute manière.

Le conditionnement idéologique de ces étudiants n'est ni forcé, ni direct. Il est au contraire à la fois léger (comme invisible) et indirect. N'étant pas lui-même un projet conscient de la part des dirigeants d'école, mais simplement la conséquence logique d'un système dynamique, il se développe de manière invisible et subtile, toujours masqué par l'apologie bruyante de la diversité et de la tolérance.

Il prend pourtant des formes tout à fait identifiables, dont voici quelques exemples :

- L'introduction, dans les programmes d'enseignement ou dans les cours, du « change management », ou de la « market orientation » (concepts clés dans de nombreux programmes de MBA).
- L'internationalisation massive des corps enseignants, des étudiants, des programmes et des process en général, sous l'impulsion des organismes d'accréditation. Cette internationalisation a entre autres pour effet de couper les écoles de leurs bases culturelles régionales et nationales, et d'ajuster le discours pédagogique de toutes sur les standards anglophones impersonnels.
- La promotion des valeurs d'ouverture et de flexibilité : la plupart des Ecoles ne cherchent plus à transférer des compétences techniques ponctuelles, mais à préparer leurs étudiants, sur le plan mental et comportemental, à pouvoir s'adapter aux situations variées mais indéterminées qu'ils rencontreront à l'avenir.
- La logique de croissance : En France comme dans le monde, les institutions de management se sont multipliées et ont grandi ; il y a désormais largement plus de diplômés en commerce et gestion qu'autrefois (sans compter les disciplines voisines comme l'économie ou le droit), au contraire de ce qui se passe dans les sciences humaines, les lettres ou la philosophie.

La présentation de ces orientations sous leur aspect positif ne doit pas tromper. Si certains étudiants se révèlent en effet relativement à l'aise avec ce type de modèle, d'autres, peut-être moins bien orientés à la fin de leurs études secondaires, peuvent en souffrir. On pense en particulier à ces bons élèves généralistes, qui décident d'entrer en classe préparatoire au haut enseignement commercial parce que les études leur semblent intéressantes et complètes, et se retrouvent quelques années plus tard plongés dans un monde qui n'a plus grand-chose à voir avec la culture générale ou la spéculation intellectuelle.

Certains individus peuvent en effet se languir de ne rien apprendre de particulier (« bon à tout, bon à rien », dit-on), de papillonner d'un sujet à l'autre sans en approfondir aucun, dans une ambiance internationale certes sympathique, mais dans laquelle la pratique généralisée d'un anglais imparfait empêche bien souvent l'affinement des concepts. Plus profondément, certains étudiants d'un naturel discret, timide ou prudent peuvent

éprouver des difficultés à adopter le culte du changement comme horizon ultime du management des organisations, ou simplement à se sentir à l'aise dans des structures où la puissance de la communication interne comme externe rend progressivement impossible l'exercice de son esprit critique propre.

***Cas d'école : mesure du décalage entre l'idéal-type et la réalité dans les préférences morales, culturelles et politiques des étudiants d'écoles de commerce***

*Méthode*

Pour mesurer l'existence de ce décalage, nous avons réalisé une enquête par questionnaire sur 194 étudiants de première et deuxième années d'école de commerce après classe préparatoire. Cette enquête s'est d'abord attachée à mesurer les opinions réelles d'un premier échantillon d'étudiants au sujet d'un grand nombre d'items regroupés par catégories : personnalités préférées du show-business et de la politique, questions de société, valeurs revendiquées, qualités de personnalité considérées comme estimables, etc.

L'enquête a ensuite été répétée sur un second échantillon d'étudiants, les items proposés étant exactement les mêmes et dans le même ordre, mais les répondants devant cette fois donner les réponses dont ils pensaient qu'elles correspondaient à celles de l'étudiant-type de leur école. Le but était bien sûr dans un premier temps de tenter de faire apparaître la représentation sociale de l'idéal-type sous-jacent, et dans un second temps de mesurer un éventuel décalage entre cet idéal-type et la réalité.

Deux traitements ont ensuite été effectués. Le premier a classiquement comparé les moyennes obtenues par chaque item sur chacun des deux échantillons, pour faire apparaître les différences significatives au moyen d'un test de Student (le second échantillon ayant été choisi indépendamment du premier, de façon à permettre un traitement statistique des variables sans appariation). Le second traitement, plus complexe, a utilisé la méthode de l'analyse en composantes principales, pour produire dans un premier temps, pour chaque lot d'items (politique, personnalités, valeurs, etc), les cartes factorielles coïncidant avec le modèle théorique exposé plus haut, et examiner dans un second temps la position comparée des étudiants réels et de l'idéal-type sur chacune de ces cartes.

Notre hypothèse de départ est la suivante : les étudiants réels ont des préférences en décalage avec l'idéal-type en ce qu'ils aspirent moins au changement, qu'ils sont plus conservateurs ou traditionnels dans leurs valeurs et dans leurs goûts (figure 7).



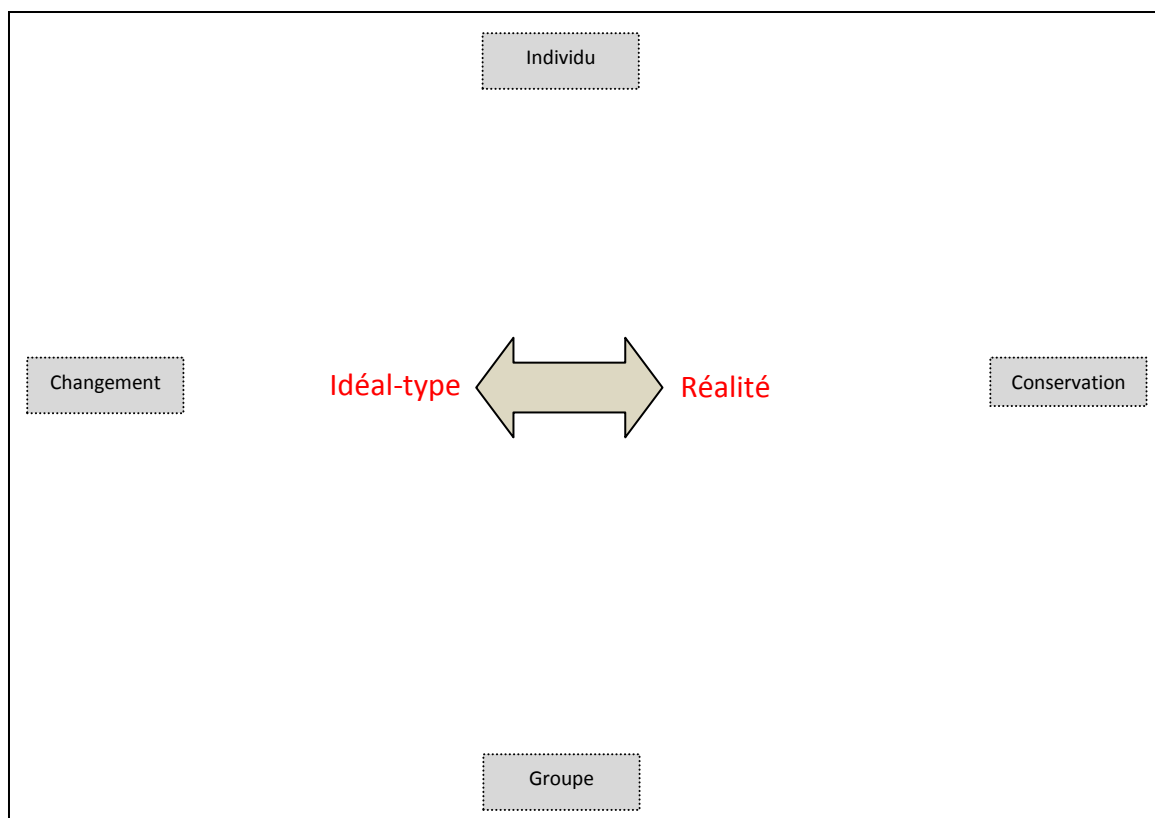


Figure 7 - Hypothèse de recherche

## Résultats

### Analyse des tris croisés et des différences significatives

Le premier traitement valide assez largement l'hypothèse avancée. Ainsi, les notes moyennes de certaines valeurs conservatrices sont significativement plus élevées pour les étudiants réels que pour l'idéal-type. Les tableaux suivants indiquent d'abord la différence relevée (après standardisation des données) puis le niveau de signification de ces différences (plus celui-ci est proche de 0, plus la différence relevée est significative ; attention, une différence plus grande peut parfois être moins significative, car la dispersion des valeurs autour de la moyenne joue aussi un rôle important dans ce calcul).

Par exemple, concernant la réponse à la question : « Quelles sont les qualités que vous estimez importantes dans la vie ? », on observe les résultats suivants (tableau 1) :

<u>Items surévalués par les étudiants réels</u>			<u>Items sous-évalués par les étudiants réels</u>		
	Différence	Signification		Différence	Signification
Fidélité	0,79	0,00	Ambition	-0,88	0,00
Honnêteté	0,63	0,00	Originalité	-0,42	0,03
Politesse	0,30	0,08	Dynamisme	-0,22	0,05
			Adaptabilité	-0,20	0,11

Tableau 1 – Décalages observés entre étudiants réels et idéal-type (qualités souhaitables dans la vie)

Les étudiants réels, par comparaison avec l'idéal-type qu'ils se représentent, aspirent davantage à la fidélité, l'honnêteté ou la politesse (c'est-à-dire des qualités de respect et de conservation), et moins à l'ambition, l'originalité, le dynamisme ou l'adaptabilité (c'est-à-dire des qualités en rapport avec le changement et le mouvement).

Ce résultat n'est paradoxal qu'en apparence : il ne signifie pas en effet que les étudiants en étudiant en école de commerce (et plus généralement peut-être les jeunes Français contemporains) sont rétifs à tout changement; il signifie simplement que du point de vue de leur psyché individuelle, ces étudiants se définissent –sans d'ailleurs en avoir pour autant une conscience explicite- comme moins portés vers le changement, autrement dit plus traditionnels et plus conservateurs, que ne le suggère le stéréotype qui leur est attaché. C'est d'ailleurs précisément en ce sens que l'on peut parler de l'existence d'un décalage effectif, décalage potentiellement porteur d'un malaise. Soulignons d'ailleurs que l'étude menée ne permet nullement d'attester l'existence de ce malaise, se bornant à circonscrire le décalage sans en mesurer les effets.

Ce décalage se retrouve à l'identique pour d'autres groupes d'items. Dans la liste des célébrités proposées, on trouve par exemple de nombreuses préférences pour des personnalités anciennes (Eric Tabarly ou Fernandel) et au contraire une sous-évaluation des représentants de la modernité (Mark Zuckerberg ou Stéphane Guillon, cf tableau 2).

Items surévalués par les étudiants réels			Items sous-évalués par les étudiants réels		
	Différence	Signification		Différence	Signification
Franck Sinatra	0,48	0,00	Mark Zuckerberg (fondateur de Facebook)	-0,51	0,00
Lino Ventura	0,42	0,01	Michel Denisot	-0,42	0,00
Eric Tabarly	0,50	0,00	Xavier Niel (fondateur de Free)	-0,26	0,10
Fernandel	0,41	0,00	Stéphane Guillon	-0,22	0,12

Tableau 2 – Décalages observés entre étudiants réels et idéal-type (image de certaines personnalités)

Sur le plan des débats de société, le constat est le même. Si la prudence semble de mise sur les questions les plus sensibles (immigration, homosexualité), au sujet desquelles peu de différences significatives apparaissent, la même propension au conservatisme voire à une forme de passéisme se constate au sujet, par exemple, du service national, des acquis sociaux ou du divorce.

Items surévalués par les étudiants réels			Items sous-évalués par les étudiants réels		
	Différence	Signification		Différence	Signification
Il faut protéger davantage d'espaces naturels	0,37	0,01	Il faut autoriser la nudité sur les plages publiques, il est normal que les mœurs évoluent	-0,57	0,00
Il faut rétablir un service national minimum	0,60	0,00	Il faut dépénaliser toutes les drogues, les gens doivent être libres de choisir leur vie	-0,70	0,00
Il faut défendre les acquis sociaux (congrés payés, CDI, sécurité sociale, etc)	0,30	0,06	Il faut simplifier les procédures de divorce pour rendre les individus plus libres de leurs actions	-0,29	0,09

Tableau 3 – Décalages observés entre étudiants réels et idéal-type (opinions)

[Ajouter tableau politique ?](#)

### Analyse des cartes factorielles

Il est plus ambitieux, mais plus difficile aussi, de tenter de faire apparaître graphiquement l'ensemble du système de représentations dont les tris croisés qui précèdent ne donnent qu'une vision à chaque fois ponctuelle.

Chaque ensemble d'items cohérent (les qualités, les valeurs, les personnalités, les questions de société) a fait l'objet d'une analyse en composantes principales (ACP) séparée, de manière à éviter les corrélations internes à chaque ensemble qui auraient parasité un traitement d'ensemble. Pour chaque ACP, la détermination des axes factoriels à retenir s'est effectuée exclusivement dans le sous-espace vectoriel composé des trois premiers vecteurs propres, mais a exploré toutes les combinaisons possibles de ceux-ci (donc toutes les rotations dans le sous-espace qu'ils composent) pour finir par retenir systématiquement sur l'axe horizontal l'opposition entre ouverture (à gauche) et résistance (à droite) au changement, et sur l'axe vertical l'opposition entre affirmation de la liberté/responsabilité individuelle (en haut) et soumission/obéissance/confiance à la norme du groupe (en bas).

Les représentations issues de ces traitements séparés renvoient donc toutes au modèle théorique élaboré au préalable, permettant à la fois une validation de celui-ci, et une mise en comparaison aisée des résultats observés sur les différents ensembles d'items. Sur chaque représentation figurent le cercle des corrélations pour ce qui concerne l'analyse des variables, et la projection des points correspondant à la moyenne des étudiants réels d'une part, et à la moyenne des réponses concernant l'idéal-type d'autre part.

Le premier graphe que nous pouvons analyser est celui qui renvoie à la cartographie politique proposée plus haut (figure 8). On y retrouve en effet très bien la structure opposant d'une part les conservateurs à droite aux libéraux à gauche, et d'autre part les partisans d'une responsabilité de type privée ou individuelle en haut à ceux d'une approche sociale ou collective en bas. Les trois pôles structurant l'offre politique actuelle fait bien apparaître un tripartisme en germe, puisqu'il existe une distance à peu près équivalente entre Jean-Marie Le Pen (conservatisme), Christine Lagarde (libéralisme économique) et François Mitterrand (socialisme). Cette offre est cependant légèrement troublée par l'émergence d'un mouvement assez paradoxal qu'on pourrait qualifier de libéralisme sécuritaire (Sarkozy, Copé), et surtout par la division de la gauche française en deux blocs disjoints relevant soit du libéralisme social (Lamy, Strauss-Kahn), soit de la gauche sociétale (Mélenchon, Vallaud Belkacem).



Figure 8 – Carte factorielle des préférences politiques

Il est rassurant que la structure prévue émerge effectivement. Rappelons en effet que l'apparition des axes n'a rien d'automatique, puisque seul compte dans leur construction l'ensemble des corrélations de toutes les variables prises en compte dans l'analyse. Il n'y a donc aucun moyen de contraindre les axes à coïncider avec la théorie autrement que par le jeu limité des rotations, et seule une construction théorique solide est susceptible d'apparaître effectivement dans les plans de projection issus de l'ACP.

Une fois cette structure bien reconnue et comprise, on peut s'intéresser à l'écart qui apparaît entre les étudiants réels et l'idéal-type décrit par le second échantillon. Nous observons alors deux choses : d'une part la distance entre les deux n'est pas très importante ; et d'autre part, elle n'apparaît pas exactement selon la direction prévue.

Concernant le premier point, il est sans grande importance. D'une part le rapport d'échelle, dans une ACP, entre le cercle des corrélations et le nuage de points-individus n'est pas égal, et donc la distance observée ne doit pas être rapportée à l'échelle du graphique principal, dont l'échelle est donnée par le rayon de longueur 1 du cercle des corrélations ; d'autre part, puisque les deux points-individus projetés sont des valeurs moyennes, elles peuvent se trouver assez peu distantes tout en restant très significatives (tout comme serait significative, par exemple, une différence de seulement 1 point sur 20 entre les garçons et les filles si elle était observée sur tous les bacheliers d'une académie donnée).

Concernant le second point, il ne contredit pas l'hypothèse initiale, mais il l'enrichit. En effet, si l'on considère la seule projection sur l'axe horizontal, alors on observe bien le décalage postulé : les étudiants réels sont en effet plus conservateurs (plus à droite) que ne le suppose l'idéal-type (plus à gauche). Simplement, l'étude révèle que,

*de surcroît*, les étudiants réels sont plus soucieux du groupe (vers le bas) que l'idéal-type plus individualiste (en haut). En somme, le libéralisme auquel les étudiants s'opposent consiste davantage en un libéralisme de droite (caricaturé en ultra-libéralisme), tandis que le libéralisme de gauche continue sans doute d'être mal identifié par eux, et ne joue de ce fait pas le rôle d'un quelconque repoussoir. On peut aussi sans doute observer que si les formes de sociabilité de la jeunesse sont nouvelles (réseaux sociaux, néo-tribalisme), elles semblent bel et bien opérantes, et certaines forces qui tendent à l'atomisation (recomposition familiale, nomadisme) sont compensées par d'autres forces qui empêchent que cette atomisation n'aboutisse à l'impasse individualiste.

Sur le graphe suivant, le constat est le même, et sur le troisième, on retrouve le décalage prévu concernant l'ouverture au changement, sans que celui-ci soit cette fois doublé du décalage individu/groupe (figures 9 et 10).

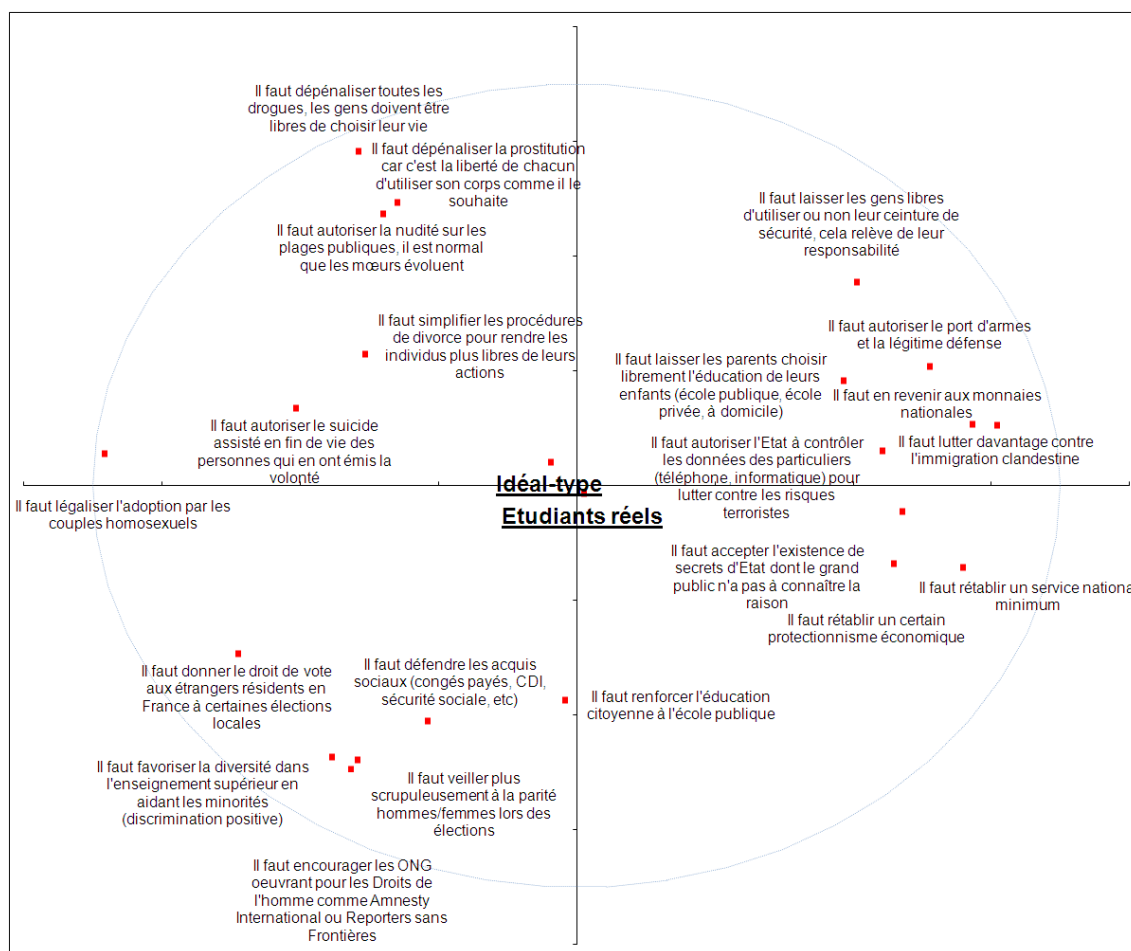


Figure 9 – Carte factorielle des opinions

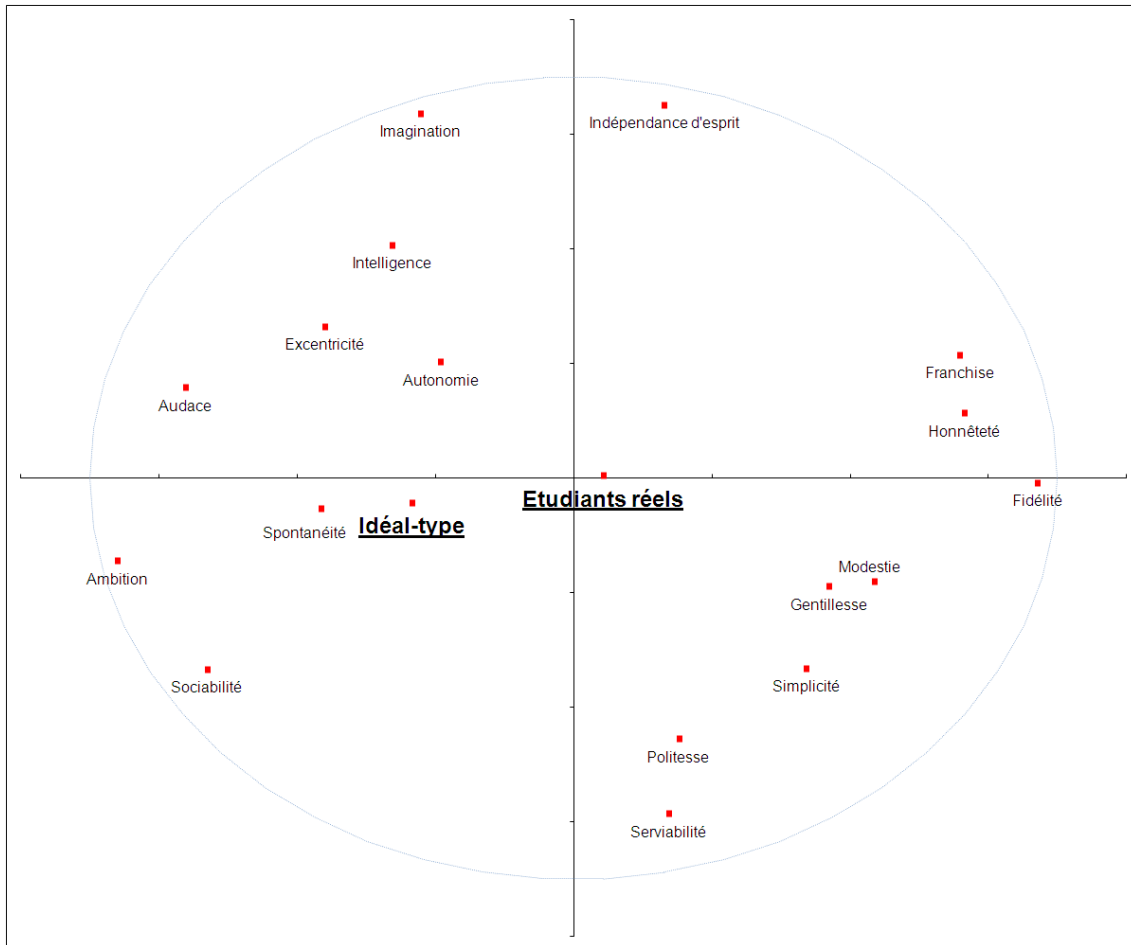


Figure 10 – Carte factorielle des qualités

### Conclusion

Il semble donc acquis que les étudiants interrogés sont plus conservateurs qu'ils ne le pensent eux-mêmes. Bien que cela n'ait pas été mesuré en tant que tel dans l'étude, il est donc probable qu'à un stade ou un autre de leur passage dans l'école, ce décalage donne naissance à un sentiment de trouble, celui de ne pas être tout à fait à sa place, peut-être un malaise diffus, un doute éventuellement masqué par une surenchère dans l'affirmation bruyante du contraire.

Seul un faible nombre de voix s'élève actuellement pour faire la critique de la *business school* comme relais essentiel de l'économie libérale. Et encore moins nombreuses sont celles qui entreprennent ce travail *de l'intérieur*. Cela ne signifie cependant peut-être pas que cette critique soit fautive ou inutile, mais au contraire que malgré sa pertinence et son actualité, c'est principalement la difficulté de son énonciation qui empêche son émergence au grand jour.